

## 16 organisations humanitaires demandent l'arrêt des transferts d'armes vers Israël et les groupes armés palestiniens

**Plan International est l'une des 16 ONG humanitaires à avoir signé la déclaration commune ci-dessous appelant les États à mettre fin au transfert d'armes, de pièces et de munitions à Israël et aux groupes armés palestiniens.**

Nous, les organisations soussignées, appelons tous les États à cesser immédiatement le transfert d'armes, de pièces détachées et de munitions à Israël et aux groupes armés palestiniens tant qu'il existe un risque qu'elles soient utilisées pour commettre ou faciliter de graves violations du droit international humanitaire ou du droit international des droits humains.

Les bombardements et le siège israéliens privent la population civile des éléments essentiels à sa survie et rendent Gaza inhabitable. Aujourd'hui, la population civile de Gaza est confrontée à une crise humanitaire d'une gravité et d'une ampleur sans précédent. En outre, les attaques menées par les groupes armés palestiniens ont tué environ 1 200 personnes et pris des centaines d'otages israéliens et étrangers, y compris des enfants, et continuent de retenir plus de 130 otages en captivité à l'intérieur de Gaza. Les groupes armés de Gaza ont continué à tirer aveuglément des roquettes sur des centres de population en Israël, perturbant l'école pour les enfants, déplaçant et menaçant la vie et le bien-être des civils. Les prises d'otages et les attaques aveugles constituent des violations du droit humanitaire international et doivent cesser immédiatement.

Les agences humanitaires, les groupes de défense des droits humains, les fonctionnaires des Nations unies et plus de 153 États membres ont appelé à un cessez-le-feu immédiat. Cependant, Israël continue d'utiliser des armes explosives et des munitions dans des zones densément peuplées, ce qui a des conséquences humanitaires considérables pour la population de Gaza. Les dirigeants mondiaux ont exhorté le gouvernement israélien à réduire le nombre de victimes civiles, mais les opérations militaires israéliennes à Gaza continuent de tuer des gens à un niveau sans précédent, selon les remarques récentes du secrétaire général des Nations unies. Les États membres ont la responsabilité légale d'utiliser tous les outils possibles pour améliorer la protection des civils et le respect du droit humanitaire international.

La dernière bouée de sauvetage de Gaza - l'aide humanitaire financée par la communauté internationale - a été paralysée par l'intensité des hostilités : convois d'aide abattus, coupures récurrentes des communications, routes endommagées, restrictions sur les fournitures essentielles, interdiction presque totale des fournitures commerciales et processus bureaucratique pour l'acheminement de l'aide à Gaza.

L'activité militaire d'Israël a détruit une grande partie des maisons, des écoles, des hôpitaux, des infrastructures d'approvisionnement en eau, des abris et des camps de réfugiés de Gaza ; la nature aveugle de ces bombardements et les dommages apparemment disproportionnés qu'ils causent régulièrement aux civils sont inacceptables.

Le Haut Commissaire des Nations unies aux droits humains a mis en garde contre le "risque accru de crimes d'atrocité" commis à Gaza et a appelé tous les États à prendre les mesures qui s'imposent pour protéger les droits humains. Depuis cet appel, la crise humanitaire à Gaza n'a fait que s'aggraver :

- Plus de 25 000 Palestiniens, dont au moins 10 000 enfants, ont été tués en moins de quatre mois, selon le ministère de la santé de Gaza. Des milliers d'autres sont enterrés sous les décombres et présumés morts.

- Plus de 62 000 personnes ont été blessées, dont beaucoup ont subi des blessures qui changeront leur vie et les laisseront avec des handicaps permanents ; parmi elles, plus de 1 000 enfants palestiniens ont perdu un ou plusieurs de leurs membres supérieurs ou inférieurs.
- Selon les Nations unies, un nombre indéterminé de civils palestiniens, dont des enfants, ont été détenus illégalement et doivent être libérés.
- Des Palestinien·nes continuent d'être tué·es presque chaque jour dans des zones que le gouvernement israélien leur a demandé de fuir. Au cours de la première semaine de 2024, une frappe aérienne israélienne a tué 14 personnes - en majorité des enfants - près d'une zone que les forces israéliennes ont qualifiée de "zone humanitaire".
- Plus de 85 % de la population de Gaza, soit environ 1,9 million de personnes, a été déplacée de force. Nombre d'entre elles ont suivi l'ordre israélien de se déplacer vers le sud et se retrouvent aujourd'hui entassées dans de minuscules poches de terre qui ne peuvent accueillir la vie humaine et qui sont devenues un terrain propice à la propagation des maladies.
- Plus d'un demi-million de Palestinien·nes à Gaza sont menacé·es de famine et plus de 90 % de la population est confrontée à une insécurité alimentaire aiguë, soit la proportion la plus élevée jamais enregistrée par un organisme humanitaire technique chargé d'évaluer l'insécurité alimentaire sur la base d'éléments concrets.
- Plus de 70 % des habitations de Gaza, la plupart des écoles et les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont été détruites ou endommagées et la population n'a pratiquement plus accès à l'eau potable.
- Aucun établissement médical de l'enclave n'est pleinement opérationnel et ceux qui fonctionnent partiellement sont débordés par les cas de traumatismes et les pénuries de fournitures médicales et de médecins. Plus de 300 professionnel·les de la santé ont été tué·es.
- Au moins 1671 travailleur·euses humanitaires ont été tué·es à Gaza, soit le nombre le plus élevé de tous les conflits de ce siècle.

Cela ne changera pas tant que le siège, les bombardements et les combats ne cesseront pas. Les Nations unies ont récemment décrit l'accès humanitaire en janvier comme une "détérioration significative". Les forces israéliennes ont à plusieurs reprises refusé aux convois d'aide l'autorisation d'accéder aux zones situées au nord de Wadi Gaza, où la population est la plus exposée au risque de famine.

Ces dernières semaines, de hauts responsables israéliens ont commencé à appeler à la déportation des civils palestiniens hors de Gaza. Le transfert forcé à l'intérieur de Gaza et la déportation d'une partie de la population au-delà des frontières, sans aucune garantie de retour, constitueraient une grave violation du droit international, équivalant à un crime d'atrocité.

Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et demandons à tous les États de mettre fin au transfert d'armes susceptibles d'être utilisées pour commettre des violations du droit international humanitaire et des droits humains. Le Conseil de sécurité doit s'acquitter de sa responsabilité de maintenir la paix et la sécurité dans le monde en adoptant des mesures visant à mettre fin au transfert d'armes au gouvernement d'Israël et aux groupes armés palestiniens et à empêcher la fourniture d'armes qui risquent d'être utilisées pour commettre des crimes internationaux, et ce dès à présent.

Tous les États ont l'obligation de prévenir les crimes atroces et de promouvoir l'adhésion aux normes qui protègent les civils. La communauté internationale n'a que trop tardé à respecter ces engagements.

#### **Signataires :**

1. Fédération Handicap International - Humanité et inclusion
2. Alliance pour les enfants de la guerre
3. Christian Aid
4. Norwegian People's Aid
5. Réseau international de Médecins du Monde
6. Comité central mennonite
7. medico international
8. Oxfam
9. Centre pour les civils en situation de conflit (CIVIC)
10. Conseil danois pour les réfugiés
11. Save the Children
12. Plan International
13. Conseil norvégien pour les réfugiés
14. Diakonia
15. Amnesty International

---

<sup>1</sup> Le nombre total de travailleur·euses humanitaires tué·es comprend les membres du personnel des agences de l'[ONU](#), des ONG, ainsi que de la [Société palestinienne du Croissant-Rouge](#). Les chiffres concernant le nombre annuel de travailleur·euses humanitaires tué·es dans d'autres contextes peuvent être consultés dans la [base de données sur la sécurité des travailleur·euses humanitaires](#).

16. American Friends Service Committee (AFSC)

**Pour plus d'information et rejoindre la mobilisation :** [www.planfrance.org](http://www.planfrance.org)

**Pour tout complément d'information et demande d'interview, merci de contacter :**

Plan International France / Diane Richard / 07 86 45 12 10 / [diane.richard@plan-international.org](mailto:diane.richard@plan-international.org)

### **À propos de Plan International**

ONG de solidarité, Plan International intervient dans 50 pays en développement pour permettre aux enfants et aux jeunes les plus exclus de devenir des adultes libres. Leur donner les moyens de construire leur avenir est pour Plan International la clé d'un développement à long terme. Depuis 75 ans, Plan International agit dans les zones les plus pauvres auprès de millions d'enfants exclus pour leur assurer un accès aux soins de base (santé, nutrition, eau et environnement sains), les protéger contre toutes les formes de violence et d'exploitation, leur donner une éducation puis une formation de qualité, leur donner les moyens de faire valoir leurs droits. Plan International conduit actuellement 5 273 projets de développement bénéficiant à 78 millions d'enfants grâce aux dons de particuliers, parrainage d'enfants, mécénat d'entreprise et subventions publiques. Dans le cadre des efforts à fournir pour ceux qui en ont le plus besoin, depuis 2007, Plan International mène une campagne de sensibilisation du grand public et des décideurs sur les droits des filles.

**[www.plan-international.fr](http://www.plan-international.fr)**